

ECHOS

DU PAYS

PRIX : 250 F CFA

Guinée Equatoriale 2015 :

P.4

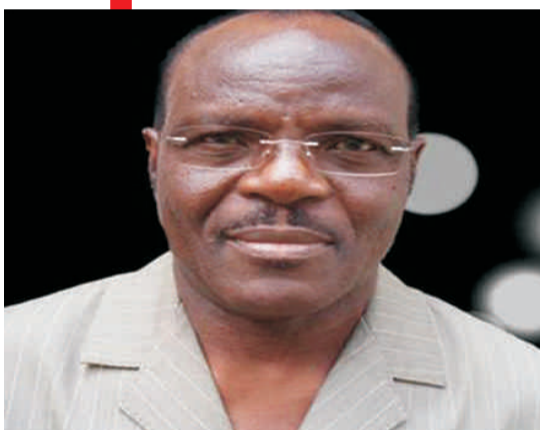
La CAN de tous les paris !

■ Album photos du début de la CAN à la Page 8

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité N° 209 du 22 janv 2015

Réformes politiques et Présidentielle prochaine : P. 3

A qui le tort dans la traine des discussions ?



Georges Aidam, 1er Vice-Pdt de l'UNIR



Jean-Pierre Fabre, Pdt de l'ANC



Me Dodji Apévon, Pdt du CAR



Bripilte A. J. Johnson, SG de l'ICPA

Crime de sang à Bè-Kpota : P. 5

5 cadavres et des ossements humains dans la maison d'un nigérian

Sondage d'opinion d'AFROBAROMETRE : P. 5

68% des togolais ne se reconnaissent pas dans les ambitions de la classe politique



Révision des listes électorales : P. 3

Démarrage timide des opérations dans la zone 1

Baisse des cours mondiaux du coton : P. 6

Le Togo risque un déficit d'environ 2 milliards de FCFA

L'OTR sensibilise les importateurs togolais sur le TEC de la CEDEAO



Nous vous le disions dans notre précédente parution, le Tarif Extérieur Commun de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (TEC CEDEAO), est entré en vigueur dans l'espace communautaire depuis le premier janvier 2015. Afin de mettre les opérateurs économiques togolais au parfum de cette nouvelle disposition et de ses implications dans les échanges commerciaux, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a organisé le 16 janvier dernier à Lomé, une conférence débat avec les importateurs. C'est le Commissaire des Douanes à l'OTR, Kodjo ADEDZE qui a présidé cette

rencontre d'information. Ce dernier a expliqué aux opérateurs économiques que la mise en œuvre du TEC de la CEDEAO est de nature à non seulement booster le commerce intracommunautaire, mais aussi à permettre à l'ensemble des 15 pays membres de cette communauté de disposer d'une même grille tarifaire face aux produits qui viennent de l'extérieur de la CEDEAO. « Puisque le tarif va s'appliquer aux marchandises importées, il est normale que nous puissions échanger avec ces opérateurs, prendre en compte leurs préoccupations, et leur donner les réponses qui s'imposent pour dissiper un temps soit peu,

certaines inquiétudes qui s'imposent », a indiqué Kodjo ADEDZE. Dans ses explications, Kodjo ADEDZE a donc souligné à l'endroit des opérateurs économiques que ce TEC ne devrait pas être un élément nouveau dans la mesure où cette disposition dans les échanges commerciaux prend en compte les quatre catégories de taxation qui existent déjà dans l'espace UEMOA auquel appartient le Togo. Seulement une cinquième bande de catégorisation des marchandises y a été ajoutée dont le taux de taxation est de 35 % ; Une catégorie qui ne concerne que certains produits importés de pays tiers à la

communauté. A propos de l'inquiétude des opérateurs économiques sur le taux de taxation des marchandises de cette cinquième bande qui est passé de 20 % à 35 %, le Commissaire des Douanes explique que ce n'est pas le Gouvernement qui a opéré une augmentation des taux, mais ce sont des mesures communautaires qui s'appliquent à tous les 15 Etats membres de la CEDEAO. « Le TEC qui est mis en œuvre est fait parce que notre zone de libre échange connaît une mutation pour devenir une union douanière ; Et comme tel, la mise en œuvre de cette union douanière est de nature à

booster le commerce intracommunautaire. Donc les marchandises originaires devront également circuler librement au sein des 15 Etats membres de la CEDEAO », a précisé Kodjo ADEDZE. « La mise en œuvre du TEC CEDEAO n'est pas de nature à créer un dysfonctionnement mais à permettre aux Etats d'avoir un même comportement tarifaire vis-à-vis des produits qui viennent de l'extérieur de la communauté », a-t-il ajouté. Il faut préciser que les produits qui sont concernés dans la cinquième bande de ce TEC de la CEDEAO peuvent être consultés sur le site internet de l'OTR qui est le www.otr.tg
David SOKLOU

TOUR DE GARDE DES PHARMACIES DU 19 AU 26 JANVIER 2015

BEL AIR	Rue du Commerce	22 21 03 21
ST RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
OCAM	Rue de l'Entente	22 21 62 05
DES APOTRES	Akodessewa face ETOCOTRAN	22 27 11 98
ADJOLOLO	58, Rue Franz Joseph Strauss	22 21 05 13
AMITIE	72, avenue des Hydrocarbures à Tokoin SOTED	22 21 74 47
LUMEN	Près de Togo Boisson à Casablanca	23 38 68 36
ROBERTSON	Après la lagune de Nyekonakpoè (TOGBATO)	22 22 28 41
ISIS	Avenue Jean Paul II près des rails NUKAFU Gakpoto	23 36 95 65
PAIX	Résidence du Benin	22 26 40 91
AEROPORT	Rte de l'Aéroport SITO	22 26 21 22
THERYA	Mangotigomé, Route de la foire Internationale TOGO 2000	22 61 56 52
FIDELIA	Bè Kpota, Route d'Attiegou, pres de l'hotel LE REFERENTIEL	22 71 95 95
LE PROGRES	Ahadji kpota non loin du marché de Zorro-bar	22 35 86 55
CITE	Bd du 30 Aout	22 25 01 25
DES ECOLES	Face Lycee Technique Adidogomé, pres du du CEG, Route de Kpalime	22 51 75 75
HOSANNA	Route de Ségbé- Carrefour Sagbado- Adidogome côté rue sémékonawo	22 51 50 49
LE GALIEN	Rue Pavée Adidoadin	22 51 71 71
DU POINT E	Aflao Gakli (kiniti gomé) dans le von de la pharmacie djidjolé	22 51 91 71
VERTE	Face Ecole du Parti Klikamé	22 25 03 26
DELALI	Agoè cacavéli Face Cour d'Appel	22 25 06 90
APOLLON	Non loin du carrefour des Hirondelle, Avédji	22 31 01 07
ORCHIDEE	LEO 2000	22 47 42 87
ST ESPRIT	Sur la bretelle Agoè Nyivé Kégué, face au CEG Agoè-Est	22 40 29 06
ST MICHEL	Situé à Agoè Nyivé ente la brasserie BB et l'espace Telecom	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoè Demakpoe Voie CEDEAO	22 51 77 87
MAINA	Agoè Assiyéyé, axe Zanguéra à 300m du Carrefour bleu	22 33 65 34
ABRAHAM	Agoè Logopé Kossigan	22 50 10 00
LE DESTIN	A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida	22 41 15 41
HYGEA	Face Lycée public de Baguida, route d'Afanoukopé (Baguida)	22 27 36 36



Siège: Agbalépédo
Edité par l'Agence
SIKKA CONSEIL
Récépissé
n°383/14/10/09/HAAC
BP: 80714
Email: echosdupays9@gmail.com
Maison de la Presse
Casier n° 26

Directeur de Publication

Augustin M. SIZING
90 03 18 24 / 22 34 13 57

Equipe de Rédaction

Sena A., Blan Patrick Deh
David S., Simeau EGLOU,
M. Mazé, Brel M.

Imprimerie

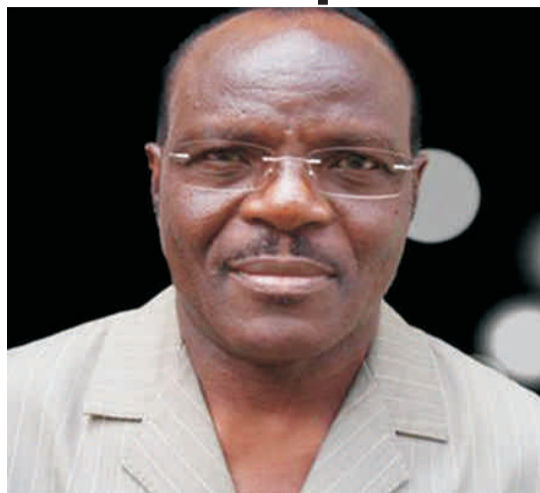
La Colombe

Tirage

2000 exemplaires

Réformes politiques et Présidentielle prochaine :

A qui le tort dans la traine des discussions ?



Georges Aidam, 1er Vice-Pdt de l'UNIR



Jean-Pierre Fabre, Pdt de l'ANC



Me Dodji Apévon, Pdt du CAR



Brigitte Adjmagbo-Johnson, SG de la CDPA

Jusqu'ou iront les politiques togolais dans cette bataille d'intérêts qui n'en fini pas. Alors que les jours passent, les togolais deviennent de plus en plus impatients de voir la classe politique s'entendre sur l'essentiel. La rencontre de la commission des lois de l'assemblée nationale de ce mercredi 21 janvier 2015 peut-elle être source d'espoir ? Pour beaucoup de togolais, les hommes politiques de tout bord mènent une politique ou des politiques en lesquelles ils ne se retrouvent pas ; en témoigne le récent rapport de l'afrobaromètre.

Décidément, les togolais ne finiront jamais d'être pris en otage par leurs hommes politiques aussi bien du pouvoir que de l'opposition. Ici, l'on ne cherche pas à voir qui a raison et qui a pour sa part tort, il est question de se rendre compte que rester

camper sur sa position risquerait de nous conduire à l'impasse. Les réformes si tout le monde convient de ce qu'elles doivent être faites, alors que l'on s'accorde sur le minimum pour le bien du peuple. Yves fonctionnaire togolais la cinquantaine révolu, interviewé par notre Rédaction dans le quartier administratif se laissait dire à notre micro: « **Les hommes politiques n'ont qu'à savoir que c'est le peuple qui donne le pouvoir d'être au pouvoir ou de parler au nom de l'opposition, donc ils devraient faire attention à l'excès, ils peuvent s'entendre sur le peu pour qu'on aille à la présidentielle quitte à ce qu'on approfondisse le reste après. Et puis chacun doit savoir que tous, nous sommes intelligents, donc faisons en sorte que sur le minimum qu'on puisse**

s'entendre avec un franc parler et de façon sincère et on avance, car notre pays a besoin de paix pour son développement.»

Est-il encore utile de le rappeler, le mandat du Chef de l'Etat actuel prend fin à ce premier semestre de l'année et l'élection est censée avoir lieu en mars prochain, mais les discussions traînent. A qui profite une situation de retard qui pourra conduire au vide constitutionnel? A tout point de vue, les politiques togolais de tout bord ne devraient-ils pas comprendre que le relatif décollage du Togo peut supporter un coup dur avec cette méthode qui peut conduire à l'échec du pays ?

De fait, entre rétroactivité et non rétroactivité de la loi, la loi dispose pour l'avenir mais une loi quelle qu'elle soit doit être améliorative au siècle des civilisations

avancées ou la confrontation des idées a libre cours. Au demeurant, entre mettre le compteur à zéro pour deux mandats et tailler la loi sur mesure et ne rien laisser échapper pour que la loi prenne effet ici et maintenant, une issue est possible et la porte de sortie s'appelle "volonté patriotique" et l'histoire retiendra que pour une bonne fois, les hommes politiques togolais après moult discussions et compromis ont abouti à un accord pour aller à une élection libre, transparente et apaisée avec des règles acceptées par tous et applicables tout le long du processus électoral. Puissent les ancêtres du Togo aux côtés du Tout puissant toucher les cœurs des uns et des autres pour le bien de la nation toute entière.

Augustin SIZING

Révision des listes électorales :

Démarrage timide des opérations dans la zone 1

Comme programmées, les opérations de révision des listes électorales dans la première zone ont démarrées depuis le mardi 20 janvier pour une durée d'une semaine. Aux premiers jours de cette opération, l'affluence n'est pas au rendez-vous dans les Centres de Recensement et de Vote (CRV). Un tour dans certains centres dans la zone Lomé Golfe nous a permis de faire le constat de ce démarrage timide des révisions des listes électorales.

La révision des listes électorales est une opération qui consiste non seulement à inscrire de nouveaux électeurs (nouveaux majeurs ou majeurs non inscrits en 2013), mais aussi à délivrer des duplicata, et à procéder à des transferts et à la radiation du fichier électoral existant, toutes les personnes qui ne sont plus du monde des vivants.

Au CRV basé au niveau du CEGAgô Centre où nous avons fait un tour, les opérations ont bien démarré selon les informations recueillies sur place. « **Tout se passe bien ici mais pour le moment, il n'y a pas encore d'affluence. Le seul problème que nous avons résidé dans le fait que la majorité de ceux qui viennent n'ont pas les pièces demandées. Ce qui fait que nous faisons recours au chef canton ou à des témoins, ce qui n'est pas évident** », nous a confié APEDO Koffi, un membre du Comité Listes et Cartes (CLC). « C'est hier au premier jour des opérations de révision que nous avons eu un problème avec les machines mais les



Un jeune togolais en âge de voter en train de se faire enregistrer

techniciens sont passés pour nous les arranger et tout est rentré dans l'ordre », nous a déclaré KAGLAN Issaka, le rapporteur d'un CRV.

Tout compte fait les électeurs ont jusqu'au 26 janvier pour se faire enregistrer. Pour besoin de vérification, les listes des personnes inscrites sur l'ancien fichier électoral sont affichées dans toutes les CRV.

Il faut rappeler que l'opération de révision des listes électorales s'effectuera sur trois zones : Zone 1 : du 20 au 26 janvier 2015 qui comprend : Lomé 1 & Lomé 4, Lomé 2, Lomé 3, Lomé 5, Aflao Gagli-Aflao Sagbado, Agoé Nyivé-Togblé, Baguida, Vakpossito-Légbassito-Saguera, Yoto, Vo, Lacs, Bas-Mono, Zio, Ave, Agou, Kloto). Zone 2 : du 3 au 9 février 2015 dans les préfectures suivantes : Kpelé, Danyi, Wawa, Akébou, Amou, Haho,

Moyen-Mono, Ogou, Anié, Est-Mono, Blitta, Sotouboua, et Tchamba). Zone 3 : du 17 au 23 février 2015. Sont concernées, les préfectures de Tchaoudjo, d'Assoli, de

Dankpen, de Bassar, de la Binah, de la Kozah, de Doufelgou, de la Keran, de l'Oti, de Tandjoaré, de Tone, de Cincassé, et de Kpendjal).

Organisée par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), ceci conformément à son calendrier, cette activité entre dans le cadre de la préparation de l'élection présidentielle de 2015 où les togolais sont appelés à être au rendez-vous du devoir citoyen. Le montant du budget des opérations électorales et de fonctionnement de la CENI s'élève à douze milliards neuf cent quarante-neuf millions cent trente-cinq mille cent soixante-quatre (12. 949. 135. 164) francs CFA. Le nombre de kits d'enregistrement biométrique des électeurs est de 1 675 et le nombre de CRV est de 4.088 dont 581 nouveaux.

David SOKLOU



Affichage des listes électorales de l'ancien fichier

Handicap et intégration sociale:

« Avant on me fuyait, aujourd'hui on me cherche » ; zoom sur APLA Kossi, élève handicapé

Il n'y a pas si longtemps en Afrique, on disait qu'avoir un handicapé chez soi ou dans son entourage était source de malaise pour certaines personnes mal préparées psychologiquement. Les familles dans lesquelles ce phénomène intervenait, se considéraient comme mal vues car dit-on, un handicapé est un malheur. Aujourd'hui, certains handicapés arrivent à se mettre en valeur et font la fierté de leur famille et de leur entourage. C'est le cas du jeune APLA Kossi qu'on ne présente plus dans un établissement secondaire de la place à Agoè Sogbossito. Né en 1998, il fait actuellement la classe de 4^e au Lycée de Sogbossito et il en est très fier car il est devenu l'ami de tout le monde. En effet, selon les témoignages de son entourage, Apla Kodjo connu plus sous le nom de Blaise, s'est toujours fait remarquer aussi bien dans le domaine scolaire que dans celui de l'entrepreneuriat. Très petit de taille à cause probablement d'une malformation innée, il aurait commencé très tôt à se faire remarquer dans les domaines électroniques. Cela est étonnant au point qu'on a tendance à le comparer à un génie ; c'est que les compétences qu'il a acquises dans le domaine électronique et qui vont probablement le servir dans sa vie future, n'ont pas été le fait d'un apprentissage systématique ; il n'aurait côtoyé un de ses cousins que pendant les vacances et lui-même semble avoir trouvé sa voie. Il se débrouille et s'en sort tant bien que mal dans la réparation des appareils électroniques (ordinateurs et portables)



Apla Kodjo Blaise (17 ans) avec ses camarades de classe

tout en demeurant élève. Lors d'un entretien à bâton rompu avec lui, il confiait à notre rédaction quelques éléments de sa vie privée en ces termes : « Ma mère m'a dit que quand j'étais petit, elle avait honte de me sortir en public. En grandissant, moi-même, j'avais honte au début ; mais maintenant je vais partout et on m'accueille bien car je répare certaines choses et ça marche. Avant on me fuyait, aujourd'hui, on me cherche lorsqu'il y a une manifestation festive qui exige une animation technique. On me respecte à la maison parce que parfois, je me prend en charge au lieu de demander ». En effet, selon les témoignages de ses camarades d'enfance, il s'est intégré facilement et partout où il passe, il veut se faire remarquer. En technique, c'est un « boss » comme le dit Gueli Komi, son ami de

longue date : « Blaise est très fort en technique, car l'année passée, lors d'une fête organisée à BKS, une panne technique a bloqué tous les appareils. Quand Blaise est arrivé, il a demandé qu'on le fasse monter sur la table de mixage. En quelques secondes, il a redémarré tous les appareils et la fête a pu continuer. Depuis ce jour, on le sollicite partout. C'est comme un génie ».

En effet, comme nous l'avons souligné dès l'entame de cet article, il est impérieux que ceux qui sont diminués physiquement et intellectuellement ne doivent pas se complaire dans cette situation mais plutôt chercher à valoriser d'autres compétences qui demeurent toujours en eux. A l'instar du jeune Blaise du Lycée de Sogbossito, nombreux sont les handicapés qui se battent pour leur vie et non des assistés. Il y

en a qui font de la vannerie, la poterie, la sculpture, la tresse des nattes, etc.. et qui vivent de ça. Certains ont intégré des centres artisanaux du pays comme le centre artisanal de Kpalimé ou de Niamtougou (CODHANI). Ces exemples de réussite montrent que la définition que l'on faisait de la personne handicapée a évolué aujourd'hui. En effet, par personnes handicapées, on peut entendre des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société, sur une base d'égalité avec les autres ». Cette définition est en passe d'être dépassée en ce sens que les concernés eux-mêmes se refusent de demeurer des éternels assistés en transformant leurs handicaps en compétences, surtout que maintenant, les barrières institutionnelles et environnementales commencent à tomber. Par exemple, aujourd'hui des lois existent pour garantir la scolarisation des enfants handicapés et leur accès facile à leurs établissements scolaires grâce à la construction des rampes dans les établissements scolaires. Si l'exclusion sociale est considérée comme un frein à l'émergence de certains talents des handicapés, c'est l'affirmation personnelle de l'handicapé lui-même qui peut faire la différence en battant en brèche les considérations discriminatoires.

Brel

Guinée Equatoriale 2015 :

La CAN de tous les paris !

La CAN 2015 est en train de prendre son envol. La compétition aborde la 2^eme journée des matches de poule. Déjà hier en première rencontre dans le groupe A, les Etalons du Burkina Faso ont dangereusement compromis leur chance de qualification pour le second tour. Après sa défaite au premier match contre le Gabon 2-0, le Burkina Faso n'a réussi qu'un médiocre match nul face à la Guinée Equatoriale, pays hôte 0 but partout. Toutes les stars des Etalons Jonathan Pitroipa, Alain Traoré et Bancé sont restés l'ombre d'eux-mêmes. Certains observateurs expliquent cette méforme du fait que les stars burkinabés ont quitté des championnats huppés en Europe pour des championnats de niveau bas pour des raisons économiques. En aucun moment les Burkinabés n'ont su montrer leur époustouflante formes à la dernière CAN en Afrique du Sud où ils étaient finalistes. Est-ce que les vices champions d'Afrique en titre vont rentrer très tôt à la maison, il faut forcément attendre la dernière journée pour se prononcer car mathématiquement tout n'est pas perdu pour le Burkina. Quand aux Equato-guinéens, ils sont en train d'avancer à petits pas. Ce match nul est le bienvenu pour eux, d'ailleurs ils le cherchaient puisqu'il leur permet d'avoir beaucoup plus d'espoir que leurs adversaires du jour. Il suffit à la Guinée Equatoriale de gagner son dernier match contre le Gabon pour franchir le premier tour. Les Panthères du

Gabon amenés par leur attaquant vedette Pierre Emérick Obameyoung ont une ambition dans cette compétition qui se joue d'ailleurs non loin de leur terre et ils bénéficient en plus du soutien de leur public. Ils feront l'impossible pour passer le 1er tour même s'ils ont fait un faux pas hier face au Congo Brazzaville. Le Congo de Claude Leroy qui est venu apprendre est certainement en train de prendre plaisir dans ce tournoi. Face au Gabon le Congo de Claude Leroy a prouvé que dans une compétition de football, il n'y a pas de petites équipes. Sa victoire sur les Panthères 1 but à 0 est âprement méritée. Les Diabes Rouges vont encore tenter un coup contre le Burkina lors du dernier match le 25 janvier à Ebibeyin pour assurer leur place en quart de finale.

Après le 1er tour c'est pratiquement la satisfaction chez les organisateurs avec en premiers les responsables de la CAF qui peuvent se dire qu'ils ne se sont pas trompés en confiant la CAN à la Guinée Equatoriale. Tout le monde craignait pour les stades qui ne seront pas remplis mais c'est pratiquement le contraire. La Guinée Equatoriale a su trouver une stratégie de baisse des tarifs pour drainer la foule même s'il faut reconnaître que les stades de Mongomo et de Ebibeyin ne sont que de petite capacité. Tout doucement le pari de l'organisation est en train d'être gagné. C'est vrai que des délégations se plaignent du manque d'eau dans les hôtels et que parfois les

joueurs sont obligés de dormir à plus de deux par chambre. Le problème de transport se pose également à plusieurs sélections mais pas de plainte majeure. Et puis aucun cas de maladie à virus Ebola n'a pas encore détecté. C'est ce que le Maroc avait craint en refusant l'organisation.

En tout cas pour ce qui concerne le jeu aucun problème pour le moment et la compétition est en train de tenir toutes ses promesses. Les équipes logées dans les groupes relevés à savoir les groupes C et D ont montré la qualité de jeu. Le Ghana et le Sénégal dans le groupe C ont joué un football de haut niveau mais les Lions de la Téranga ont prouvé qu'ils étaient en forme. Ils ont pu tirer leur épingle du jeu en l'emportant par 2 buts contre 1 en l'absence de l'attaquant vedette du Ghana Assamoah Gyan qui a attrapé une fièvre à la veille du premier match. L'autre rencontre de ce groupe Afrique du Sud-Algérie a logiquement tourné en faveur des Fennecs d'Algérie que les observateurs du football africains considèrent comme les favoris de la CAN 2015. L'Algérie s'en est sortie par un score de 3 buts à 1 mais non sans peine. Elle était la première à encaisser le but mais avec un sang froid, les Algériens ont laissé le jeu aux Bafana Bafana avant de faire parler leur expérience.

Dans le groupe D, tous les pronostics sont interdits, les premiers matches sont soldés par des nuls. Côte d'Ivoire-Guinée 1 but partout



avec un carton rouge infligé à Gervinho. Même score entre le Mali et le Cameroun. Il faut forcément attendre la 2^eme journée qui commence dans ce groupe samedi pour avoir une idée sur les sélections qui pourront se dégager du lot. Samedi la Côte d'Ivoire affronte le Mali à 16h à Malabo alors qu'à 19h le Cameroun sera face à la Guinée Conakry. Il faut reconnaître que les Lions Indomptables n'ont vraiment pas convaincus lors de leur première sortie face au Mali. On n'a pas vu le grand Cameroun des éliminatoires. C'est peut-être la faute à une équipe du Mali toujours égale à elle-même et amenée par le capitaine Seydou Keita qui certainement est en train de jouer ses derniers matches en sélection.

Mathieu M.

Crime de sang à Bè-Kpota :

05 cadavres et des ossements humains dans la maison d'un nigérian

Encore un crime crapuleux à Lomé. Depuis le week end dernier, les habitants du quartier de Bè Kpota sont en effet en train de faire des découvertes aussi atroces que macabres. Des corps d'une jeune fille d'environ 25 ans, d'un jeune homme du même âge, d'un enfant d'à peine 10 ans et deux autres corps en putréfaction avancée : C'est ce qui a été découvert le 18 Janvier 2015 dans ce quartier dans une maison d'un commerçant Ibo, à quelques encablures du grand cimetière de la zone.

Selon ce qu'écrit le confrère icilome.com, tout avait commencé le jeudi 15 janvier dernier avec la disparition d'une jeune fille qui aurait rendu visite à un commerçant Ibo du quartier. C'est vers la soirée de la journée du vendredi dernier que le frère de la jeune fille a été informé par des personnes qui ont vu la jeune fille en train de rentrer dans la maison du commerçant nigérian. C'est de là que commencent alors les irruptions dans la maison de ce dernier qui nia avoir vu la jeune fille malgré les sous vêtements de cette dernière retrouvés dans la maison après des

fouilles forcées.

Alertée, la police fera aussi son travail mais la jeune fille était toujours introuvable. Comme si Dieu avait envi d'en finir avec ce criminel qui se passait pour un commerçant comme c'est l'habitude de certain nigériens, une puanteur commençait par se faire sentir à partir de la journée du dimanche 18 janvier. Un autre assaut a été ainsi donné par la grand-mère de la fille qui avait à ses côtés, certains jeunes du quartier pour aller encore « rendre visite » à l'Ibo. C'est alors que rapidement, un puisard attira l'attention avec les odeurs.

Contactés, les sapeurs pompiers n'ont pas tardé à arriver et de se mettre au travail en commençant par vider l'eau du puisard et de sortir des corps : D'abord celui de la jeune fille puis les 4 autres, à la grande stupéfaction de la population. « La Police et la Gendarmerie, alertées, sont rapidement venues sur les lieux. Elles ont quadrillé le périmètre pour empêcher les jeunes qui voulaient en finir avec le présumé meurtrier. Le commerçant Ibo et les corps sont embarqués. Une scène de pillage et de destruction de la



Le puisard dans lequel les corps ont été retirés

luxueuse maison de l'Ibo a suivi le départ de la Police et de la Gendarmerie. Toute la maison a été vidée par les jeunes du quartier. La voiture 4X4 qui se trouvait dans le garage a été brûlée et une partie transformée en pièces détachées», écrit notre confrère.

Les habitants, après cet évènement, ont commencé par s'en prendre aux Ibo vivants dans le quartier. Ces derniers, par peur de

lynchage, n'ont pas pu ouvrir leurs boutiques en début de cette semaine. Aux dernières nouvelles, les découvertes ne cessent de se faire dans la maison. Des ossements humains ont été aussi découverts dans un sous-sol au fond de la maison lundi dernier. Ce qui voudra dire qu'il y a longtemps que ce monsieur commettait ces crimes.

Il faut préciser que ce n'est pas la première fois que les Ibo du Nigéria

sont accusés de ces crimes. Les Ibo sont souvent cités dans de ces genres d'affaires parmi tant d'autres relatives aux vols à mains armées, aux braquages, et autres cybers criminalités.

La population a donc le devoir d'être très prudente et surtout vigilante afin de ne pas tomber dans les pièges des criminels.

La Rédaction

Sondage d'opinion d'AFROBAROMETRE :

68% des togolais ne se reconnaissent pas dans les ambitions de la classe politique

Les problèmes de santé sont la première priorité des Togolais, suivi du problème de chômage. Ceci est le résultat d'une enquête réalisée en Octobre 2014 par le réseau de recherche Afrobaromètre au Togo. La première dissémination des données de la sixième série de ces sondages d'opinion a été effectuée mardi dernier à Lomé.

Afrobaromètre qui est un réseau de recherche non partisan, mène souvent des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes. A ce jour au total 35 pays sont couverts par ce réseau sur le continent africain. Sur la période allant de 1999 à 2013, cinq séries d'enquêtes ont été réalisées et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). La précédente enquête de ce réseau a été menée au Togo en 2012.

A en croire les résultats clés de cette nouvelle étude réalisée en Octobre dernier, les problèmes de santé sont la priorité No.1 des Togolais, suivi du problème de chômage. Les infrastructures routières passent de la 1ère place en 2012 à la 4e place, tandis qu'à l'inverse, la santé passe



Hervé Akincho, Chargé de Recherches au CROP

de la 3e à la 1ère place. De plus, au delà des problèmes de santé et d'éducation, les priorités diffèrent selon le milieu de résidence. Par ailleurs, les résultats montrent également que la majorité des Togolais trouvent que leurs conditions de vie se sont améliorées par rapport à 2012, mais restent précaires.

Aussi, le manque d'accès aux besoins de base tels que la nourriture, la santé, et l'eau reste-t-il un challenge quotidien des Togolais. En guise d'exemple, l'étude révèle que seulement 43 % des Togolais mangent à leur faim tout au long de l'année. « En

octobre 2014, la majorité des Togolais trouvent que la situation économique du Togo et leurs propres conditions de vie sont mauvaises. Mais ils sont moins à le dire qu'en 2012 », souligne Hervé AKINOCHO, le chargé de recherche au Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP), la structure qui dirige l'équipe Afrobaromètre au Togo.

Sur un autre plan, les enquêtes ont révélées que « plus de deux tiers des Togolais disent que les dirigeants des partis politiques sont plus soucieux de faire avancer leurs propres ambitions politiques que l'intérêt du peuple »

; Ce qui laisse à dire que la majorité des Togolais ne se reconnaissent pas dans les ambitions réelles de la classe politique nationale. Une opinion qui, bien que variable suivant le milieu de résidence, le sexe, ou l'opinion politique des répondants, reste majoritaire dans toutes les couches selon les enquêteurs.

Il faut préciser que pour les besoins de cette enquête au Togo, l'équipe Afrobaromètre dirigée par le CROP à l'échelle nationale, a interviewé 1.200 adultes togolais en octobre 2014. Selon ce centre, Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. L'ensemble des résultats de ces études seront transmis au Gouvernement, aux acteurs de développement et aux organisations de la société civile. Les activités d'Afrobaromètre sont financées par de nombreuses institutions : Les agences de développement comme celles des USA, de la Suède, de la Grande Bretagne. Parmi les partenaires, on cite également la Fondation Mô Ibrahim, la Banque mondiale, et Transparency International.

David SOKLOU

Baisse des cours mondiaux du coton :

Le Togo risque un déficit d'environ 2 milliards de F CFA

La filière cotonnière togolaise va certainement subir un coup dur cette année alors même que les autorités en charge du secteur mettent les bouchés doubles pour sa pleine croissance. Ceci est une conséquence de la baisse des cours mondiaux du coton et selon les estimations de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), cette situation va occasionner un déficit d'environ deux (02) milliards de F CFA qu'il faudra trouver le moyen de gérer. Tous comme les autres marchés internationaux de matières premières, le marché mondial du coton répond au principe de l'offre et de la demande : les prix montent quand la demande est forte sur le marché, et ils baissent lorsque le cas contraire se produit. La NSCT explique qu'en ce moment, trois phénomènes tirent les prix vers le bas : D'abord le fait que la production mondiale ne cesse de croître ces quatre (04) dernières années. Une production qui dépasse ainsi la consommation mondiale. Ensuite, la Chine, premier consommateur mondial, a constitué des stocks stratégiques pouvant couvrir trois (03) années de production. Ce



qui fait que cette année, ce pays n'achète que la quantité minimale que lui impose l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Enfin, l'explosion de la production de l'Inde qui était, il y a peu, un pays importateur de fibre. Avec cette production, l'Inde est sur le point de devenir le premier producteur mondial devant la Chine. Ce sont toutes ces situations qui font donc qu'en ce moment, sur le marché, l'offre

dépasse largement la demande. Pour cette campagne agricole 2014-2015 en cours au Togo, le producteur individuel ne sera pas touché directement à en croire la NSCT. La société souligne que le prix initial qui est de 230 F le kilo, sera maintenu. « Les achats ont déjà commencé un peu partout au prix de 230 F/kilo. Pour autant, cela va occasionner un déficit qu'il faudra trouver le moyen de gérer », précise la NSCT dans son bulletin d'information de ce mois de

Janvier 2015.

Face à cette situation indésirée, la NSCT en collaboration avec la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC) a mis en place une veille commerciale, histoire de profiter de la moindre fluctuation positive du prix du coton. Les acteurs de la filière cotonnière nationale ont pour le moment le devoir de chercher des moyens en vue de gérer ce déficit. Dans cette logique de prévision, la filière

entend se doter dans un futur proche d'un fonds de lissage ou de stabilisation pour se prémunir de ces chocs.

Pour l'heure, la campagne 2014/2015 se poursuit dans les trois régions cotonnières (nord, centre et sud) ; Ceci avec le suivi des opérations d'achat du coton-graine. La superficie totale emblavée pour cette campagne est de 130.614 hectares pour un objectif de 120.000 hectares soit un taux de réalisation de plus de 108 % contre 93.739 hectares la campagne précédente.

Il faut rappeler que le Togo vend la totalité de son coton fibre sur le marché international. Le pays dispose de six (06) usines d'égrenage de coton d'une capacité totale de 250.000 tonnes de coton graine. Afin de mener à bien les opérations d'égrenage, la NSCT ne mobilise pour le moment que quatre (04) usines d'une capacité totale de 140.000 tonnes. Ces usines sont localisées à Notsé, Talo, Kara et Dapaong. Les deux autres situées à Tsévié et à Blitta ne sont pas encore exploitées.

David SOKLOU

Aimes-Afrique célèbre ses 10 ans d'existence au service de la promotion de la santé

« Soyons les yeux de l'aveugle et le pied des boiteux ». C'est autour de cette thématique que l'ONG internationale Aimes-Afrique célèbre ses dix années d'activités dans le domaine de la promotion de l'éducation à la santé au Togo et en Afrique. Le ton des manifestations a été donné lundi dernier au siège de l'organisation à Lomé en présence du Ministre de l'Urbanisme et de l'habitat, Fiatuwo Sessénu, représentant du Gouvernement et la représentante personnelle du Chef de l'Etat, la Ministre Dédé Ahoéfa Ekoué en charge de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'Alphabétisation. Diverses activités sont au menu de cette célébration qui prendra fin ce vendredi 23 janvier par un match de football entre les membres de cette ONG et les Hommes de médias.

Créée au Togo en janvier 2005, l'Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Education et de la Santé en Afrique (AIMES AFRIQUE), est une Ong Internationale qui s'illustre dans des actions humanitaires surtout dans les domaines des missions médico-chirurgicales et de prises en charge gratuites des personnes souffrant de diverses pathologies. Elle travaille également dans le domaine de la promotion de l'éducation à la santé à travers les sensibilisations et du développement communautaire.

Le Dr. Michel KODOM, président fondateur de Aimes-Afrique dresse un bilan satisfaisant des activités réalisées, ceci en fonction des moyens disponibles : plus de 300 activités médicochirurgicale humaine, plus de 300 émissions de santé publique, plus de 300.000 malades soignés, plus de 1.000 bénévoles associés, plus de 1.000 agents formés sur la médecine humanitaire, plus de 10 distinctions honorifiques dont ECOSOC ONU et UA et enfin une dizaine de représentation nationales (Togo, Bénin, Burkina Faso, Mali, RCI, Guinée) et honoraires (France, USA et Japon).

La cérémonie du démarrage des activités de cette célébration a connu le lancement de deux nouveaux projets initiés par l'organisation. Il s'agit d'abord du projet « Amis d'AIMES-AFRIQUE ». Son objectif est de former un réseau de patients bénéficiaires des soins de santé d'AIMES-AFRIQUE, ceci pour meilleure promotion de l'éducation à la santé dans les milieux respectifs. Le deuxième projet est relatif à la mobilisation des ressources humaines et financières pour la mise en place de la Mutuelle de Santé de AIMES-AFRIQUE. De nombreux prix ont été décernés aux membres et partenaires de l'organisation. Parmi ces prix, celui de la promotion du volontariat au Togo attribué au Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour sa volonté à promouvoir le volontariat au Togo et la lutte



Dédé Ekoué recevant le prix destiné au Chef de l'Etat

contre le virus Ebola.

En termes de perspectives, Aimes-Afrique souhaite étendre son réseau pour atteindre au moins 25 représentations nationales d'ici 2025, et disposer de 25 000 membres. Le souci, c'est également parvenir à réaliser au moins 5.000 interventions chirurgicales en moyenne par an.

Au nom du Gouvernement, le Ministre Fiatuwo Sessénu a exprimé sa gratitude à AIMES-AFRIQUE pour l'ensemble de ses activités. « J'apprécie très hautement la démarche participative de l'ONG Aimes-Afrique à travers ses différentes actions menées depuis sa création, sa genèse car

elle permet de répondre à certaines aspirations des composantes de nos sociétés et qui tiennent compte des problématiques spécifiques de développement dont les questions de santé», a-t-il précisé. « Nous sommes convaincus qu'Aimes-Afrique va continuer à être cet exemple de solidarité nationale, africaine de coopération internationale du mieux-être des populations vulnérable», a pour sa part ajoutée la ministre Dédé Ahoéfa Ekoué.

David SOKLOU

France:

D'anciens militaires parmi les jihadistes français

C'est une information RFI. Une dizaine d'anciens militaires français sont aujourd'hui au combat sous une bannière jihadiste en Syrie en Irak. Ce matin en conférence de presse, Jean-Yves Le Drian confirme cette information RFI et parle de cas «extrêmement rares».

Une dizaine d'anciens militaires français sont aujourd'hui au combat sous une bannière jihadiste en Syrie et en Irak et la plupart combattent actuellement dans les rangs du groupe Etat islamique. L'un d'eux a d'ailleurs mis ses compétences militaires acquises sous le drapeau français au service d'un encadrement de jeunes jihadistes français. Il est en effet actuellement émir d'un groupe de Français dans la région de Deir Ezzor où il

commande un groupe d'une dizaine de combattants français qu'il a formé au combat. D'autres sont experts en explosifs, il s'agit de jeunes d'une vingtaine d'années. Certains sont convertis, d'autres issus de culture arabo-musulmane. Et parmi eux, il y a des anciens de la Légion étrangère ou d'anciens parachutistes. Certains de ces jihadistes ont eux-mêmes annoncé être d'anciens soldats français sur les réseaux sociaux. Ce mercredi matin, l'armée confirme l'existence de ces cas «très rares» au sein de l'armée.

Des individus évidemment plus dangereux que les autres puisqu'ils ont été formés en France. Ils connaissent les secrets de l'armée et ils font planer la crainte d'un attentat de type Fort Hood aux Etats-Unis lorsqu'en



Des membres du groupe rebelle Jabat al-Nosra à Deir Ezzor, le 5 février 2014

2009, un soldat américain proche d'al-Qaïda américains avaient été tués dans cet attentat. avait ouvert le feu sur ses camarades qui partaient pour l'Afghanistan. Treize soldats

RDC :

La protestation gagne l'Est, un policier grièvement blessé à Bukavu

Le mouvement de protestation déclenché le 19 janvier à Kinshasa a gagné l'est de la RDC. Des manifestations de colère sont signalées mercredi à Goma, mais aussi à Bukavu où un policier a été grièvement blessé, selon une autorité locale.

Après Kinshasa, les étudiants de Goma (Nord-Kivu) et Bukavu (Sud-Kivu) sont également descendus dans la rue pour protester contre les modifications de la loi électorale.

À Goma, ils ont manifesté aujourd'hui "pour exiger la libération de 12 opposants qui ont été arrêtés la veille, lors d'une marche contre le projet de loi modifiant la loi électorale", explique le directeur d'une radio locale.

Selon plusieurs témoins sur place, des manifestants ont barricadé des routes et ont tenté de s'attaquer au parquet de chef-lieu du Nord-Kivu. La police est alors intervenue pour disperser la foule et procéder à des interpellations. Mais sur les réseaux sociaux, beaucoup d'internautes, photos à l'appui, dénoncent des arrestations arbitraires des étudiants et écoliers.

L'Église demande le retrait de la loi



Dispersion des manifestants à Bukavu, le 20 février 2014

électorale

La matinée de ce mercredi a été également très agitée dans le sud de la ville voisine de Bukavu. "Très tôt le matin, des étudiants, appuyés par la population, ont érigé des barricades sur la route nationale n°2 qui

conduit de la Place de l'indépendance jusqu'à l'Institut supérieur des techniques médicales de Bukavu (ISTM)", détaille Élysée Muzalia, journaliste à la radio Mandeleo, qui est descendu sur terrain pour couvrir la manifestation.

"Les policiers ont dispersé les manifestants

avec des gaz lacrymogènes", ajoute-t-il, soulignant avoir entendu aussi des tirs à balles réelles. À l'en croire, une voiture a été brûlée et un bureau de police nouvellement construite saccagée. "Des fournitures de bureau – ordinateurs notamment – ont été pillés, des vitres cassées", affirme le reporter local.

Contacté par Jeune Afrique, Munyole Kashama Dekao, bourgmestre de la commune de Kadutu où des émeutes ont eu lieu à Bukavu, confirme ces faits. Il rassure néanmoins que le "calme est revenu" dans la ville. Au moins "cinq étudiants, parmi les meneurs, ont été arrêtés. Et un policier a été grièvement blessé", avance l'autorité locale, appelant la population à "vaquer librement à leurs occupations".

Mais au même moment, les organisations de la société civile de Sud-Kivu appellent de leur côté à "deux jours de ville morte" à partir de ce 22 janvier. À l'appel des partis politiques d'opposition, d'autres manifestations de colère sont également prévues à Bukavu le même jour. Avec une unique revendication : le retrait du projet de loi électorale controversé.

Yémen:

Le Premier ministre a négocié sa sortie de sa résidence

Selon un porte-parole du gouvernement yéménite, le Premier ministre Khaled Bahah a quitté hier mercredi la résidence du centre de Sanaa où il était bloqué depuis deux jours par des miliciens chiites après avoir négocié sa sortie. Le Premier ministre a pu quitter en voiture cette résidence vers une «destination sécurisée».

Lundi dans la soirée, des miliciens chiites lourdement armés avaient encerclé la résidence de Khaled Bahah, quelques heures après des tirs ayant visé son convoi.

Le convoi du Premier ministre avait essuyé des tirs de miliciens chiites après sa participation à une réunion avec le président Abd Rabbo Mansour Hadi. Khaled Bahah en était sorti indemne, selon la ministre de l'Information Nadia al-Sakkaf.

De violents combats ont opposé lundi et mardi des soldats gouvernementaux aux miliciens



Miliciens chiites houthis aux abords du palais présidentiel à Sanaa, le 21 janvier 2015

chiites dans plusieurs secteurs de la capitale, faisant au moins 35 morts et des dizaines de blessés, selon des sources médicales. Les miliciens ont fini par prendre le contrôle du

palais présidentiel dans le sud de Sanaa.

Les miliciens nient avoir renversé le président

Hier Mercredi, le président yéménite Abd

Rabbo Mansour Hadi a reçu dans sa résidence à Sanaa l'un de ses conseillers représentant les milices chiites houthis, selon son entourage. Outre ce conseiller, Saleh al-Sammad, le chef de l'Etat a rencontré plusieurs autres conseillers et chefs tribaux, signifiant qu'il assume la charge présidentielle.

Les miliciens chiites ont rejeté le projet de Constitution sur un découpage fédéral du pays et réclament une participation plus large au pouvoir. Bien qu'ils aient pris le contrôle de la résidence présidentielle, ils nient avoir renversé le chef de l'Etat.

Les pays du Golfe annoncent appuyer le président Abd Rabbo Mansour Hadi et dénoncent un « coup de force contre le pouvoir légitime », après une réunion extraordinaire à Ryad des ministres des Affaires étrangères du groupe.

ALBUM PHOTOS DU DEBUT DE LA CAN 2015

